

Communiqué de presse

Le 20 janvier 2022

## Agenda positif pour les relations UE-Suisse

# La Fédération de l'industrie allemande (BDI) s'inquiète du rafraîchissement des relations entre l'UE et la Suisse

- Le jeudi 20 janvier 2022, **Ignazio Cassis, président de la Confédération**, rencontrera à Berlin le président allemand Frank-Walter Steinmeier, le nouveau chancelier allemand Olaf Scholz et la nouvelle ministre des Affaires étrangères Annalena Baerbock.
- La **Fédération de l'industrie allemande (BDI)** a saisi l'occasion pour publier un **document de position** plaidant en faveur d'un «agenda positif pour les relations Suisse-UE». La «NZZ» a reçu le document en amont et en a fait état.
- Le BDI déplore que des **perturbations économiques** aient fait suite à la rupture des négociations sur l'accord-cadre. Eu égard à la dynamique européenne, il faut selon lui **éviter les «dommages stratégiques»**. D'après le BDI, le public allemand sous-estime les imbrications économiques existant entre les entreprises allemandes et suisses.
- L'économie allemande exhorte les deux parties à reprendre rapidement des échanges constructifs. Elle interroge des approches adoptées par la Commission européenne, par exemple l'exclusion de la Suisse du programme de recherche Horizon. Elle plaide également pour un rétablissement de l'équivalence boursière.
- Comme le montre le document de position du BDI, l'économie allemande soutient largement une position pragmatique concernant les rapports entre la Suisse et l'UE. Elle identifie des champs d'action comparables à ceux indiqués par **autonomiesuisse**.

## L'économie allemande appelle au dialogue

Lorsque Ignazio Cassis arrivera à Berlin, il bénéficiera d'un léger vent favorable inattendu: la Fédération de l'industrie allemande (BDI) met en évidence, dans un document de position, l'importance des relations économiques entre l'Allemagne et la Suisse. Les représentants de l'économie envisagent des solutions pragmatiques pour de nombreux points de discordance entre les deux partenaires, comme l'explique un compte rendu préliminaire de la «NZZ».

### L'Allemagne sous-estime l'importance de la Suisse

Le BDI regrette la rupture des négociations sur l'accord-cadre et évoque de «graves perturbations économiques» dans le commerce entre l'UE et la Suisse. Actuellement, cela concerne principalement la certification de produits médicaux, l'UE n'acceptant plus la reconnaissance mutuelle. Des perturbations supplémentaires sont prévisibles à court terme, par exemple dans la construction mécanique. À long terme, eu égard à la dynamique de la région économique européenne, des «dommages stratégiques» menaçants devraient être évités, résume la «NZZ».

D'après le BDI, le public allemand sous-estime les étroites imbrications économiques existant entre les entreprises allemandes et suisses. L'Allemagne est le principal partenaire économique de la Suisse, et la Suisse est le quatrième partenaire commercial de l'UE. Il faut que cette relation forte soit maintenue. Le document publié par le BDI affirme que «l'économie exhorte les deux parties à reprendre rapidement des échanges constructifs».

### Réintégration souhaitée au sein du programme de recherche Horizon

La fédération précise, au sens de la Commission européenne, que les mêmes règles du jeu devraient s'appliquer à tous les acteurs du marché intérieur européen. Cela nécessiterait une solution globale qui ne devrait pas faire l'impasse sur les questions institutionnelles centrales. En outre, le BDI demande, en allusion aux mesures d'accompagnement de la Suisse, la «suppression d'obstacles déloyaux».

Dans le même temps, le BDI salue la décision suisse de payer le «milliard de cohésion». Il voit également de manière critique certaines réactions de la Commission européenne. Ainsi, le document souligne l'importance de la collaboration dans le domaine de la recherche et constate que, «indépendamment des relations en général, des opportunités de participation comparables» à celles offertes à d'autres pays tiers comme Israël, la Turquie ou les membres de l'EE que sont l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège devraient s'ouvrir à la Suisse. L'objectif poursuivi devrait être une association complète de la Suisse au programme européen de recherche «Horizon Europe».

En outre, le BDI plaide pour une stabilisation des chaînes d'approvisionnement en Europe. L'accord spécifique sur les obstacles techniques au commerce (ARM) et l'espace de sécurité douanière devraient être maintenus à cette fin entre la Suisse et l'UE. Actuellement, l'UE refuse de mettre l'ARM à jour. Afin de limiter autant que possible les dommages, le BDI se prononce également en faveur d'un rétablissement de l'équivalence boursière.

## **Partenariat gagnant-gagnant pour le Pacte vert**

La BDI rappelle que des investissements majeurs sont nécessaires pour mener une transformation industrielle durable visant la neutralité climatique (Pacte vert). Il est donc d'autant plus important d'utiliser efficacement les infrastructures existant sur le continent. La Suisse devrait être impliquée à cette fin dans le domaine de l'électricité. Enfin, le BDI exhorte son propre gouvernement à favoriser le développement ferroviaire via l'axe rhénan (une voie d'accès à la transversale alpine).

La coopération devrait, comme le relate la «NZZ», être axée sur les trois priorités que sont la souveraineté stratégique de l'Europe, le Pacte vert et la compétitivité européenne. Pour s'affirmer face à ses rivaux sur le plan économique, il serait dans l'intérêt de l'Europe d'avoir comme partenaire une Suisse forte et compétitive. La BDI peut également s'imaginer que les différents éléments bilatéraux soient «réagencés» afin d'obtenir un résultat équilibré. Il faudrait toutefois dans ce cas que la Suisse fasse part de ses desiderata.

## autonomiesuisse – une initiative de l'économie suisse

**autonomiesuisse** est une initiative de grande envergure soutenue par des entrepreneurs suisses et des personnalités de l'économie du centre. Elle s'engage en faveur d'une collaboration économique partenariale avec les pays de l'UE, mais également du monde entier. Son indépendance politique assure à la Suisse d'excellentes conditions cadres au niveau de l'économie et de la société. Le modèle de réussite suisse qui en découle doit rester viable à l'avenir également.

**autonomiesuisse** compte plus de 750 membres. Rejoignez-nous sur [autonomiesuisse.ch/fr/participez](https://autonomiesuisse.ch/fr/participez) pour contribuer à une Suisse ouverte au monde, performante et libre.

## Contact

Le comité de direction de la coprésidence d'**autonomiesuisse** se tient à votre disposition pour tous renseignements concernant l'accord-cadre Suisse-UE du point de vue économique et entrepreneurial.

**Hans-Jörg Bertschi**

+41 79 330 50 72

[hans-joerg.bertschi@bertschi.com](mailto:hans-joerg.bertschi@bertschi.com)

**Prof. em. Dr. Giorgio Behr**

+41 79 430 44 21

[giorgio@behr.ch](mailto:giorgio@behr.ch)

**Hans-Peter Zehnder**

+41 79 330 58 08

[hans-peter.zehnder@zehndergroup.com](mailto:hans-peter.zehnder@zehndergroup.com)

## Réseaux sociaux

